René Felber et les journalistes : vous n'avez rien à dire, mais dites-le nous!

Autor(en): **Delley, Jean-Daniel**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): **26 (1989)**

Heft 973

PDF erstellt am: **04.06.2024**

Persistenter Link: https://doi.org/10.5169/seals-1011290

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

NOTES DE LECTURE

«Ah! ces bagnoles!»

(*pi*) Urs Zuppinger est un personnage connu des Lausannois qui l'ont vu à l'œuvre à l'occasion de plusieurs campagnes référendaires en matière d'urbanisme. Il est un peu le théoricien de ces associations qui s'opposent et proposent sous des noms parfois différents mais au comité desquels les mêmes personnages se retrouvent; face à ceux qui sentent avec leurs tripes («ce projet ne vaut rien!»), il parle, il écrit, il argumente, cherchant les chiffres, les implications cachées.

De théories, son récent manifeste *Ah! ces bagnoles* n'en manque pas. Le titre résume bien le contenu: gentiment méprisant à l'égard de la voiture et de ses nombreuses conséquences néfastes qui annulent en bonne partie, si ce n'est en entier, ses éléments positifs. Il y a difficulté dans une approche de gauche de ce problème: vécue dans les années soixante comme un facteur de développement social, comme un droit des travailleurs à se déplacer de la même manière que les patrons, la bagnole est, aujourd'hui, difficile à mettre en question sans s'attirer des critiques, aussi bien à gauche qu'à droite.

Partant d'un constat connu et généralement admis — on se déplace aujourd'hui plus qu'hier et surtout plus que de raison — Zuppinger conclut sur la nécessité d'un choix de société. Il constate que les élans écologistes officiels ont pour origine une préoccupation avant tout économique: on agit d'abord parce que les centres des villes perdent de leur attractivité lorsqu'ils sont congestionnés par le trafic et non pas dans un souci d'améliorer la qualité de vie des habitants. En conséquence, *«La croissance continue de la mobilité spatiale ne peut être endiguée sans modifier les aspects fondamentaux de l'ordre social»*. Certains des remèdes proposés risquent pourtant de se faire attendre encore longtemps: la décentralisation de la production et des services, par exemple, est annoncée depuis de nombreuses années et aurait dû suivre le développement de l'électronique et des moyens de télécommunication. Rien de spectaculaire ne s'est produit.

Reste une donnée de base problématique qui semble désormais irréversible et que ne changeront pas tous les programmes de promotion des transports publics: l'homme, en se déplaçant, fait plus que d'aller d'un point à un autre. Il a le sentiment de vivre. Et il y a fort à parier que la mise en place de la décentralisation par exemple conduirait à voir des gens habiter et travailler dans des lieux décentralisés, mais distants les uns des autres de 30 minutes — et non pas de X kilomètres, unité de mesure qui ne signifie plus grand chose dans le domaine de la mobilité. On peut se poser la question: faut-il envisager le problèmes des transports sous un angle politique, comme le propose l'auteur, en posant un choix de société, ou d'un point de vue économique, en cherchant simplement à faire payer à chacun le juste prix de ses déplacements? ■

Urs Zuppinger, *Ah! ces bagnoles*. 64 pages, 7 francs, distribué par les Editions d'En bas, case postale 304, 1000 Lausanne 17.

«Rêveries d'un promeneur locataire»

(*jd*) C'est tout l'art de Jean Steinauer. D'une affaire embrouillée à l'envi et d'un dossier de presse qui pèse déjà plus d'un kilo, il fait une histoire vraie d'où suinte la vie et d'où surgissent clairement les enjeux. L'histoire, c'est celle de la zone industrielle de Sécheron, à un jet de pierre de la gare Cornavin à Genève; les enjeux: le maintien d'un secteur industriel, la crise du logement, l'urbanisme de la ville de demain.

A partir d'une simple opération immobilière, Steinauer met en scène les mécanismes de la démocratie et les acteurs touchés par une décision de déclassement de terrain: salariés et syndiqués luttant pour le maintien des places de travail, locataires à la recherche de logements à la fois accessibles et habitables, habitants aspirant à une ville à dimension humaine; et puis dans l'ombre, gouvernement, promoteurs, industriels et caisses de retraite qui négocient discrètement. Une véritable leçon d'instruction civique, pas de celles qui peignent la vie publique en rose, mais une leçon concrète qui révèle aux jeunes citoyens tout le chemin à parcourir encore pour établir la démocratie dans le quotidien de la vie. Une centaine de pages à lire absolument, même pour les non Genevois; une entreprise de salubrité publique.

Après la publication de ce livre, le feuilleton de Sécheron a connu un nouvel épisode: le Grand Conseil a accepté de céder à Asea-Brown-Boveri (ABB) une parcelle de terrain industriel à la périphérie — la multinationale y reconstruira son usine de transformateurs — contre une surface légèrement inférieure à Sécheron. Quant à Sécheron, les jeux sont faits: le promoteur Gaon n'a pas attendu la décision de déclassement pour acquérir les terrains d'ABB. Et même si le Grand Conseil, ou le peuple à l'occasion d'un référendum, n'approuve pas le passage de la zone industrielle à la zone à bâtir, Gaon attendra des jours meilleurs; la seule location des bâtiments existants lui permettra de tenir financièrement le temps qu'il faudra. ■

Jean Steinauer, *Rêveries d'un promeneur locataire*, 1989, édité par le Parti socialiste genevois.

RENÉ FELBER ET LES JOURNALISTES

Vous n'avez rien à dire, mais dites-le nous!

(*jd*) Plusieurs correspondants fédéraux de la presse suisse ont vertement tancé le chef de la diplomatie helvétique: il a fallu attendre quatre jours après l'ouverture du Mur de Berlin pour que René Felber comunique la satisfaction du gouvernement. «Un attentisme intolérable.» En effet le mutisme suisse a tranché avec la multiplication des déclarations officielles dès la brèche ouverte. Rien de substantiel pourtant dans cet alignement de lieux communs. Des peuples adultes ont-ils donc besoin d'un signal de leurs dirigeants pour ressentir et exprimer leur joie face à un événement d'une telle portée historique? Et des responsables politiques n'est-on pas en droit d'attendre une analyse approfondie, une mise en perspective réfléchie de l'événement plutôt qu'une réaction à chaud destinée avant tout à occuper le terrain médiatique? ■